

Addictions

Augmenter les connaissances sur la réduction des risques

La réduction des risques à rebours des idées reçues et de la politique répressive sur les drogues est, en dépit d'une efficacité reconnue et de résultats incontestables, encore insuffisamment prise en considération. D'où l'importance d'y sensibiliser les travailleurs sociaux au cours de leur formation.

« **C'**est un sujet qui ne laisse pas indifférent. Même sans être concerné personnellement, on a tous un point de vue sur la drogue et ses usagers, y compris quand on est travailleur social », souligne Marie Debrus, présidente de l'Association française de réduction des risques (AFR). C'est à ce titre qu'elle anime chaque année un module pour sensibiliser les futurs professionnels de l'école de travail social Buc-Ressources (Yvelines) à l'accompagnement des usagers de drogue, en les invitant à les accepter tels qu'ils sont, là où ils en sont, et dans le respect de leur choix de vie, conformément aux principes de la réduction des risques. « Cela crée du débat, parce que cela vient toucher des cordes sensibles, de jugement, d'éducation, de morale, entre ceux qui peuvent être déjà un peu ouverts sur la question, ceux qui ne savent pas et qui découvrent, et puis ceux dont l'opinion se limite à celle de l'interdiction, parce que dans leur perception, la drogue, c'est mal, c'est la déchéance. »

Connaître le matériel et les produits

Ouvrir le débat, casser les représentations et lever les tabous sont un préalable indispensable pour saisir la logique de cette approche. « Ne pas sensibiliser permet d'entretenir un non-dialogue sur la question des

Dans le cadre de la toxicomanie, les experts, ce sont les usagers, mais de leur expertise, ils ne savent pas quoi faire

drogues, pourtant au cœur de la société, précise Marie Debrus. Dans toutes les couches sociales, dans tous les espaces, il y a des consommations de produits, plus ou moins problématiques. Il faut pouvoir s'y confronter, savoir qu'il existe une politique de réduction des risques, une philosophie intéressante et qui fonctionne. Mais celle-ci est souvent ignorée, méconnue ou caricaturée. Même si cela semble logique de l'intégrer dans la formation des travailleurs sociaux, c'est rare qu'elle le soit dans leur cursus initial, alors que c'est un champ qui fait appel à des compétences spécifiques, à un savoir-être et un savoir-faire particuliers. » Hélène Delaquaize, médiatrice en santé publique à l'hôpital parisien Marmottan, spécialisée dans l'accompagnement et le soin des conduites addictives, dresse le même constat : « Les travailleurs sociaux ne sont pas suffisamment sensibilisés, alors qu'il paraît important, dans un souci de cohérence, que l'ensemble des partenaires entourant la personne puissent tenir un même discours et s'inscrire dans une même démarche de prévention. » C'est d'ailleurs à cette fin que l'hôpital Marmottan accueille régulièrement des étudiants en travail social, dans le cadre de stages ou de sessions de formation. « On reçoit chaque année, sur une journée, une promotion d'une école belge d'éducateurs spécialisés. L'année dernière nous avons aussi reçu des étudiants moniteurs éducateurs de l'IRTS Parmentier (Paris). On leur retrace l'histoire de la réduction des risques, on leur fait une présentation de nos services, du matériel mis à disposition, des logiques de prévention. À chaque fois, c'est un succès et il faudrait multiplier ces initiatives. »

Pragmatisme et bon sens

Former les étudiants à la réduction des risques est aussi une évidence pour le sociologue Mikaël Quilliou-Rioual, responsable pédagogique au sein de Buc-Ressources. Fort de son expérience professionnelle dans le milieu de la toxicomanie, c'est lui qui coordonne depuis onze ans la tenue d'une semaine de formation dédiée aux conduites addictives, dans laquelle s'inscrit l'intervention de Marie Debrus et qui, dans son ensemble, fait la part belle à la réduction des risques. « Ce qui m'importe avec cette semaine, c'est que l'approche soit pragmatique, concrète, pour que les étudiants puissent se désaxer complètement des jugements de valeurs, des données morales et de toutes les logiques de cette nature. On est ni dans le bien, ni dans le mal. La réduction des risques n'a rien d'idéologique, c'est une affaire de bon sens. » Au cours de cette semaine, l'accent est particulièrement mis sur l'éducation, la prévention, le soin, la justice, l'insertion. « En tout, il y a dix créneaux, trois heures le matin, trois heures l'après-midi, détaille Mikaël Quilliou-Rioual. On leur fait un historique, un point sur le cadre légal et les dispositifs existants. On fait aussi appel à des intervenants extérieurs, comme Pierre Chappard, ancien président d'Act Up, qui vient

faire une conférence sur les salles de consommation. On reçoit des associations auto-support d'usagers de drogues qui font une présentation des produits, de leurs effets. On consacre une demi-journée aux Caarud (Centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques chez les usagers de drogues), une autre aux Csapa (Centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie) pour que les étudiants comprennent comment tout cela fonctionne. Je fais venir aussi le laboratoire Bouchara-Recordati qui anime une conférence sur la méthadone. » À première vue, l'intervention d'un laboratoire pharmaceutique dans une école de travailleurs sociaux peut surprendre. « Ce travail de collaboration a un sens pour les deux parties, assure le formateur. Les premiers sont contents de transmettre un savoir à des professionnels destinés à être en interaction avec des usagers de leur produit et qu'ils pourront informer. » Quant aux travailleurs sociaux, l'intérêt qu'ils portent à cette conférence se confirme chaque année. « On fait le plein à chaque fois, avec une centaine de participants. Cette conférence s'adresse aux étudiants, mais elle est aussi accessible aux personnes extérieures. On accueille ainsi des clubs de prévention, des services d'action éducative en milieu ouvert qui se retrouvent à accompagner des personnes sous traitement de substitution, sans réellement savoir ce que c'est. Pourtant, la méthadone, ce n'est pas rien, c'est de l'héroïne de synthèse, avec un risque d'overdose. Il y a une responsabilisation nécessaire. »

« Les experts, ce sont les usagers »

Responsabiliser le sujet, le rendre acteur de sa santé, c'est toute la logique de la réduction des risques. « Il y a une posture, une méthodologie à connaître. Dans le cadre de la toxicomanie, les experts, ce sont les usagers, mais de leur expertise, ils ne savent pas quoi faire. À nous de les accompagner, non pas en les infantilisant mais bien en les responsabilisant. » Pour ce faire, une connaissance des produits, de leurs

Discuter avec le toxico' pour le responsabiliser



usages, de leurs effets et de leurs interactions est indispensable afin de se placer dans une logique de santé publique. « C'est essentiel pour crédibiliser son discours et pouvoir guider les usagers, adolescents ou adultes. Moi, quand j'ai commencé à travailler dans ce domaine, j'avais 25 ans et je me suis retrouvé face à des mecs de 50 balais. Évidemment que je n'allais pas arriver en disant « la drogue c'est mal » et partir sur des discours lénifiants. Par contre, pourquoi ils consomment, quels produits, et comment ils le font, voilà des questions pertinentes. C'est en discutant avec les personnes qu'on les responsabilise. »

Linda Maziz

Repères

Puisqu'il est illusoire d'éradiquer les drogues, d'en empêcher ou d'en faire cesser subitement l'usage, mieux vaut accompagner les personnes dans leur consommation pour limiter les risques sanitaires et sociaux, favoriser la prévention, l'accès aux soins et aux droits sociaux. Postulat de base de ce mouvement – forcément critique vis-à-vis du modèle prohibitionniste en place depuis 1970 –, la réduction des risques a notamment permis au cours des années 1980 de stopper l'épidémie de VIH/sida chez les usagers de drogue par voie intraveineuse. Principalement via la mobilisation de ses acteurs de terrain et en poussant, non sans mal, le gouvernement à autoriser la vente libre de seringues en pharmacie (loi Barzach de 1987). Un premier pas, mais il faudra attendre le 9 août 2004 pour que la réduction des risques soit officiellement inscrite dans le code de l'action sociale et des familles. Si peu de politiques de santé publique peuvent se targuer de résultats aussi probants que ceux obtenus avec la réduction des risques (qu'il s'agisse de la baisse de mortalité par overdose, de l'accès aux soins, aux droits et aux traitements de substitution), ses acteurs continuent de dénoncer un manque de courage politique et une résistance idéologique. Deux obstacles au développement et à la démocratisation d'un concept qui, loin de se limiter aux drogues par voie intraveineuse ou aux substances illicites, appelle à revoir complètement l'approche et la réponse de la société aux conduites addictives.